

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/NG/W/9

26 avril 2000

(00-1678)

**Comité de l'agriculture
Session extraordinaire**

Original: espagnol

PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 23-24 MARS 2000

Déclaration de la Colombie

En premier lieu, nous nous permettons de faire référence au premier point que vous proposez d'aborder, en faisant une déclaration générale sur les négociations.

La Colombie se félicite que les négociations agricoles prévues à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC soient entamées.

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'importance que revêtent pour la Colombie les négociations agricoles qui débutent aujourd'hui. La Colombie dispose d'une capacité de production agricole importante qui pourrait être source d'emplois et de revenus pour une grande partie de la population, ce qui rejaillirait de manière positive sur le développement économique, le progrès et la paix sociale; mais ces possibilités sont limitées par les conditions dans lesquelles se développe actuellement le commerce agricole au niveau mondial.

C'est pourquoi nous espérons que les négociations qui débutent aujourd'hui permettront enfin d'obtenir une réforme fondamentale des disciplines et règles qui sont appliquées à l'agriculture dans le cadre de l'OMC, moyennant l'élimination des subventions à l'exportation et de toutes les formes de subvention et de soutien interne qui créent des distorsions dans les échanges et dans la production agricole, cette réforme étant le seul moyen d'établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché.

L'article 20 de l'Accord sur l'agriculture indique que ces négociations doivent tenir compte du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, ainsi que des objectifs mentionnés dans le préambule de l'accord.

Sur ce point, nous nous permettons de souligner qu'il est fondamental pour la Colombie que, dans le cadre de ces négociations, il soit tenu compte des besoins et de la situation particuliers des pays en développement, pour ce qui concerne l'accès aux marchés, et par conséquent que les pays développés prévoient des améliorations substantielles pour les produits agricoles présentant un intérêt particulier pour les pays en développement ainsi que la libéralisation la plus complète du commerce des produits tropicaux et des produits qui revêtent une importance particulière pour la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites - problème auquel se trouve confrontée la Colombie.

Pour que les pays en développement puissent bénéficier de conditions justes et équitables, les concessions et engagements qu'ils adopteront devront être différenciés et flexibles, et adaptés à leurs besoins et situations particuliers.

./.

Le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement qui découlera de ces négociations devra non seulement apparaître dans les listes d'engagements et de concessions des pays, mais aussi, dans tous les cas, dans les règles et disciplines qui seront négociées en matière d'accès aux marchés, de subventions aux exportations et de soutien interne.

Pour conclure, nous nous référons aux deux autres points que vous vous proposez d'aborder et nous permettons d'indiquer que nous soutenons le programme de travail proposé par l'Australie.
